


**SOLIDARITÉ**

# En RDC, la solidarité contre la faim

En République démocratique du Congo, l'insécurité alimentaire fait des ravages. Pour l'agronome Germain Nyembo Kasendue, la lutte contre ce fléau passe par la solidarité et l'agroécologie.

JEUDI 10 AVRIL 2025 GUY ZURKINDEN



Catherine Danga Mpala sème dans le champ collectif d'une association de femmes dans la province de Sankuru. JUSTIN MAKANGARA

**RDC** ► Les sous-sols de la République démocratique du Congo (RDC) abritent des richesses colossales. Pourtant, la faim frappe près d'un quart de la population de ce pays d'Afrique centrale. Agronome spécialisé dans le développement de systèmes alimentaires durables et coordinateur du programme d'Action de Carême en RDC, Germain Nyembo Kasendue consacre toutes ses forces à lutter contre ce fléau et ses principales causes – la pauvreté, la course aux matières premières, les conflits armés et le réchauffement climatique. Du 20 mars au 6 avril, Germain Nyembo Kasendue a séjourné en Suisse pour participer au lancement de la campagne œcuménique «La faim bouffe l'avenir», initiée par les organisations de coopération Action de Carême, Entraide protestante suisse et Etre Partenaires. Il a répondu aux questions du *Courrier*.

## Quelle est l'étendue de l'insécurité alimentaire en RDC?



**Germain Nyembo Kasendue:** Sur une population comptant un peu plus de 105 millions d'habitant·es, sept personnes sur dix se trouvent en situation d'insécurité alimentaire. Et près d'un quart souffre de sa forme la plus aiguë, la faim – pour les enfants de 0 à 5 ans, cette proportion s'élève à 45%.

## Comment expliquer ces chiffres si élevés?

Cette situation catastrophique a plusieurs causes. Il y a d'abord la misère et les inégalités. Selon le FMI, la RDC est le quatrième pays le plus pauvre au monde: 75% de sa population vit avec moins de 2 dollars par jour. Les femmes sont particulièrement touchées par l'indigence et la faim, car elles sont souvent privées d'accès à la propriété de la terre – alors qu'elles travaillent bien plus dans les champs que les hommes.

Il y a ensuite les conflits armés qui ravagent des zones entières du pays, notamment celle du Kivu, à l'est. Des guerres souvent motivées par la volonté d'accaparer les minerais dont regorgent nos sous-sols.

Le changement climatique est une autre cause majeure de la faim: des sécheresses et/ou des précipitations de plus en plus longues impactent le secteur agricole, dont dépend la survie d'une majorité de la population.

### **Quelle est l'importance de l'agriculture en RDC?**

Plus de 60% des Congolais·es vivent en milieu rural. Ils y pratiquent une agriculture familiale, tournée vers l'autosubsistance. Manioc, riz, maïs et niébé sont les principales plantations.

Stratégique pour la population, le secteur agricole pourrait jouer un rôle moteur dans le développement du pays. Or il est malheureusement délaissé par l'Etat congolais, qui y investit moins de 5% du budget national. Conséquence: alors qu'elle compte 80 millions d'hectares de terres cultivables, la RDC importe massivement des aliments pour nourrir les habitant·es de ses villes.

### **Comment expliquer ce désintérêt?**

Le gouvernement consacre toute son attention au secteur minier, qui représente 90% des exportations du pays – et donc l'essentiel des recettes de l'Etat. Cette politique crée un sous-financement du secteur agricole. Elle contribue aussi à chasser des communautés entières de leurs terres. En effet, l'exécutif accorde toujours plus de terrains agricoles à des entreprises désireuses d'y exploiter des minerais. Certaines de ces sociétés ont leur siège en Suisse. La société Glencore, sise à Zoug, a ainsi deux filiales actives en RDC, Mutanda Mining et Kamato Copper Company.

---

## **«Quarante-cinq pour cent des enfants de 0 à 5 ans souffrent de malnutrition aiguë» Germain Nyembo Kasendue**

Nous craignons que cette problématique ne s'étende encore plus, impactant les zones dans lesquelles nous avons des projets. Dernièrement, le gouvernement congolais a en effet fait part de sa volonté de vendre des terres communautaires, réparties sur tout le territoire de la RDC, après y avoir découvert des gisements de pétrole.

### **L'exploitation minière a-t-elle tout de même des retombées positives?**

Le code minier prévoit que chaque entreprise doit signer un cahier des charges avec la communauté qui vit autour de la zone exploitée, et verser 5% de ses recettes pour y financer des projets profitant à la population. Mais en raison de la corruption et de l'opacité entretenue par ces sociétés sur leurs revenus, la population locale ne retire en réalité aucun profit de ces mines. La RDC a certes besoin que des entreprises valorisent ses ressources.

Mais cela doit se faire dans le respect des lois, avec un impact positif sur les communautés. A l'aide de deux partenaires locaux, nous essayons de dénoncer cette situation et de réaliser un travail de plaidoyer sur ces questions. Mais les avancées restent très lentes.

### **Les projets que vous soutenez visent à faire reculer la faim dans le pays. Comment?**

Nous accompagnons douze projets portés par nos partenaires locaux, répartis dans quatre à cinq régions du pays. Avec pour objectif d'améliorer l'alimentation des populations concernées, en quantité comme en qualité, tout en garantissant la dignité de chacun·e. Cela, à l'aide de deux leviers clés: la solidarité et l'agroécologie.

### **Comment cela se traduit-il sur le terrain?**

Nous tentons d'une part d'organiser les communautés en groupes solidaires. Les paysan·nes sont ainsi sensibilisé·es à travailler ensemble, à s'entraider et même à exploiter des champs de manière collective. Cela permet d'augmenter la capacité productive, tout en constituant un stock d'aliments et de semences qui bénéficiera à tous les membres du groupe.

En mutualisant une partie des revenus issus de la vente des surplus agricoles, ces projets alimentent aussi une caisse d'épargne solidaire qui permet d'accorder de petits crédits, de parer aux mauvaises récoltes et de répondre à des besoins sociaux importants: scolarisation des enfants, soins de santé, mariages, etc.

Nous luttons en parallèle pour le maintien des savoirs endogènes, en organisant des séances lors desquelles les plus vieux transmettent leurs connaissances aux plus jeunes. Sans oublier les plaidoyers menés au niveau local pour lutter contre les formes d'injustices aux femmes: tabous alimentaires, pratiques de veuvage, etc.



Marie Danga Esambo, présidente d'une association de femmes dans la province de Sankuru, à côté de la caisse d'épargne solidaire constituée par le collectif JUSTIN MAKANGARA

### **Pourquoi le choix de l'agroécologie?**

Notre population appauvrie n'a pas les moyens de cultiver de vastes étendues de terres à grand renfort de produits chimiques – de surcroît mauvais pour la santé –, de semences importées qui doivent être rachetées chaque année. La pratique de l'agroécologie permet en revanche de produire suffisamment pour nourrir sa famille sur un petit lopin de terre, tout en préservant les sols. Cette exploitation durable permet aussi d'éviter l'exode rural.

Dans les villages où nous intervenons, nous avons réussi à conserver et à multiplier des semences locales menacées de disparition en raison de l'importation de graines, pour partie génétiquement modifiées. Nous favorisons aussi la diversification des productions, afin de lutter contre la malnutrition, liée notamment à l'absence d'aliments riches en protéines d'origine animale. Par exemple, en développant l'élevage et la pisciculture. Dans certains projets, nous avons introduit la fabrication d'un lait très riche, obtenu à partir de la transformation de l'arachide et du soja.

Nous favorisons aussi les pratiques protégeant l'environnement. Par exemple en limitant l'agriculture sur brûlis et en utilisant les restes des récoltes pour fertiliser les sols.

Notre pédagogie est basée sur l'exemple. Dans la région de Sankuru, au centre du pays, nous avons ainsi introduit des champs expérimentaux pour démontrer aux agriculteur·ices qu'il est possible de cultiver en savane, et éviter ainsi le déboisement. Dans cette région, l'agriculture était jusque-là limitée à la forêt.

### **Ces méthodes débouchent-elles sur des résultats?**

Nos projets touchent environ 14'000 familles. Et grâce à eux, plus de la moitié d'entre elles sont aujourd'hui en mesure de se nourrir de manière diversifiée et de scolariser leurs enfants.

La création de groupes solidaires permet aussi de surmonter les tensions entre les communautés, notamment autour de la possession de la terre. Nous notons aussi des pas en avant au niveau de l'égalité: là où nous

intervenons, l'homme accompagne désormais sa femme aux champs et associe cette dernière aux décisions sur l'utilisation des revenus du foyer.

Ces résultats sont significatifs, mais restent limités à une petite échelle. Il faudrait généraliser ces approches à tout le pays. Malheureusement, les conflits armés et la crise humanitaire rendent cette extension très difficile.

### **Quel est l'impact des conflits sur la question agricole?**

La RDC est ravagée par des guerres depuis trois décennies. Au Kivu, dans l'est du pays, les conflits armés ont causé plus de 6 millions de mort·es – la plupart du temps dans l'indifférence de la communauté internationale. Les initiatives visant à impulser une dynamique de négociation et de désarmement se succèdent. Mais sur le terrain, rien ne change. Des centaines de milliers de personnes continuent à être déplacées, des camps et des écoles sont bombardés, des enfants privé·es de scolarité, voire recruté·es dans ces armées. L'effort de guerre et la crise humanitaire accaparent les ressources de l'Etat, qui font cruellement défaut pour développer la production agricole et les infrastructures en zones rurales.

Aujourd'hui, certains groupes armés annoncent qu'ils veulent pousser leur offensive jusqu'à la capitale, Kinshasa. Si c'est le cas, tous nos efforts visant à faire avancer l'autosuffisance alimentaire et diminuer la misère et les inégalités dans le pays seraient réduits à néant.

### **Plusieurs gouvernements, dont la Suisse, ont annoncé des coupes dans l'aide au développement. Qu'en pensez-vous ?**

Cette tendance nous préoccupe beaucoup. Elle risque d'avoir de graves conséquences pour la population de la RDC, notamment les jeunes, et va les pousser à émigrer vers l'Europe.

Pour de nombreux partenaires qui luttent sur le terrain contre la faim, la réduction de l'aide au Congo est déjà une réalité. Elle est vécue comme une injustice. Et révèle aussi une certaine incohérence de la part des gouvernements occidentaux, y compris la Suisse. En effet, l'insécurité alimentaire est causée essentiellement par les pratiques commerciales injustes freinant le développement de l'agriculture locale et par la mauvaise répartition des ressources dans le monde. Or, d'un côté, la Suisse décide de réduire son aide au développement. Mais de l'autre, elle est réticente à demander aux multinationales qui y ont leur siège de restituer à la population de RDC une part des immenses revenus qu'elles y retirent de leurs activités extractives. La reconnaissance de la responsabilité de la Suisse dans l'exploitation des ressources congolaises est essentielle. Cependant, cela ne plaide pas pour la suppression du budget de la coopération, mais plutôt pour une réflexion sur la façon de rendre cette coopération plus juste et efficace.

Nous gardons l'espoir d'un sursaut de la solidarité internationale.

---

## **DANS L'EST, LE RÈGNE DE LA PEUR ET DES EXACTIONS**

La situation sécuritaire dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) s'est détériorée de manière «dramatique», a déclaré Bintou Keita, représentante spéciale des Nations unies pour la RDC, le 27 mars dernier. Une évolution liée à l'avancée des groupes armés de l'Alliance fleuve Congo et du Mouvement du 23 mars (M23). Soutenus par la Force de défense rwandaise, leurs soldats ont pris le contrôle de vastes zones des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu.

En mars, Amnesty International dénonçait de son côté le «climat de peur et de représailles brutales» instauré par le M23 depuis que ses soldats ont pris le contrôle de la ville de Goma, le 27 janvier. «L'ampleur et la fréquence alarmantes des exactions commises dans l'est de la RDC devraient choquer le monde entier. Ces violences sont favorisées par des décennies d'impunité», soulignait l'organisation de défense des droits humains.

Début avril, le conseiller spécial de Donald Trump pour la région, Massad Boulos, s'est rendu en RDC. M. Boulos a indiqué à l'agence de presse Reuters qu'il y avait discuté d'un accord visant à promouvoir les investissements des compagnies étasuniennes dans les minerais, en échange d'un soutien accru au gouvernement dirigé par Felix Tshisekedi.

Depuis les années 1990, selon les Nations unies, au moins 6 millions de personnes sont mortes et 4 millions au moins ont été déplacées en raison des conflits armés qui ravagent l'est de la RDC, une région qui regorge de matières premières stratégiques comme le coltan, le lithium ou le cobalt. GZN

---

## Lutter contre la faim qui «bouffe l'avenir»

AVRIL 10, 2025 GUY ZURKINDEN

Sept cent trente-trois millions. C'est le nombre de personnes qui souffraient de la faim en 2023 – soit une personne sur 11 à l'échelle mondiale et une sur cinq en Afrique, selon le rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, publié en juillet 2024 sous l'égide des Nations unies. «Le monde est revenu quinze ans en arrière, les niveaux de sous-alimentation étant comparables à ceux de 2008-2009», soulignaient alors les dirigeant·es de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Programme alimentaire mondial (PAM), de l'Unicef, de l'OMS et du Fonds international pour le développement agricole. Et d'ajouter que l'éradication de la faim à l'horizon 2030, un des Objectifs de développement durable adopté par les Nations unies, semble de plus en plus irréaliste. Une situation d'autant plus préoccupante que les ressources du PAM chuteront de 40% en 2025 en raison des coupes opérées par plusieurs donateurs, en premier lieu les Etats-Unis.



Marie Danga Esambo, Marie Alongu Doka et Catherine Donja Akatshi Mado, agricultrices membres d'une association de femmes dans la province de Sankuru. JUSTIN

C'est dans ce contexte que les trois organisations suisses de coopération internationale, Action de Carême, l'Entraide protestante suisse et Etre Partenaires, ont décidé de mettre leur campagne œcuménique 2025 sous le signe de la lutte contre l'insécurité alimentaire. Intitulée «La faim bouffe l'avenir», celle-ci s'est ouverte le 5 mars.

«Faute de réelle volonté politique pour en assurer le respect et la pleine réalisation, le droit à l'alimentation demeure l'un des plus bafoués au monde. Même en Suisse une partie de la population peine à se nourrir correctement», relèvent les trois organisations.

«Dans de nombreuses régions du monde, la famine et la malnutrition résultent souvent de facteurs politiques tels que les conflits armés, la corruption, des politiques agricoles inadéquates ou un manque d'infrastructures appropriées», soulignent-elles. La faim n'est donc pas un problème de production mais de répartition, lié notamment à l'expansion des firmes de l'agrobusiness, «qui visent principalement à maximiser les profits». Un contexte qui «prive de nombreuses populations d'un accès à une nourriture saine et en quantité suffisante, condamne des générations entières à un avenir incertain et perpétue la spirale de la pauvreté», dénoncent les trois organisations d'entraide.

La campagne «La faim bouffe l'avenir» a démarré avec l'organisation de plusieurs événements et débats en Suisse romande en mars et avril. Elle s'étalera sur un cycle de trois ans, au cours desquels Action de Carême, l'Entraide protestante suisse et Etre Partenaires tenteront de mettre en lumière les inégalités Nord-Sud, d'aborder les causes de la famine et de proposer des solutions durables.